

Saint-Philbert-sur-Risle

Loi Blanquer : les parents d'élèves, à nouveau réunis, restent vigilants



C'est finalement à la mairie de Saint-Philbert-sur-Risle, à l'invitation du maire Francis Courel, et non à la salle des fêtes d'Appeville, que s'est déroulée la réunion d'information des parents d'élèves regroupés sous le nom « **Les parents d'élèves en colère contre la loi Blanquer** » des secteurs Roumois / Val de Risle. Pour faire venir le plus de monde possible et ainsi recueillir des avis divers, des courriers avaient été envoyés aux élus de tous bords politiques, mais seul Francis Courel, également conseiller départemental, s'est joint à la réunion. « **Je suis évidemment solidaire des parents et des enseignants et exactement dans le même combat** », a-t-il lancé. « **Les manifestations éparses contre la loi ont eu leur intérêt et je pense que certaines choses vont passer à la poubelle. Le problème, c'est que les parents d'élèves sont reçus par des parlementaires qui sont d'accord avec ce projet** », a-t-il ajouté.

Ce mardi 4 juin en soirée, dix personnes seulement, venues de Montfort, de Selles, d'Etreville, de Routot, de Hauville et de Bouquetot, ont assisté à la réunion. Un tour de table leur a permis de faire part, une nouvelle fois, de leur incompréhension concernant ce projet de loi et de leurs inquiétudes par rapport à la réforme du BAC, à l'assiduité à l'école à partir de 3 ans, aux savoirs fondamentaux, à l'accueil des enfants en situation de handicap sans moyens supplémentaires ou encore à la remise en cause des contenus disciplinaires, à la recherche d'économies budgétaires, et aux pressions suivies par les enseignants, etc.

Pour rappel, depuis le début de la mobilisation, les actions des parents d'élèves ont pris différentes formes : journée « **écoles morte** » à Montfort, Illeville et Appeville, opérations tee-shirts blancs à Hauville et maxi-absentéisme à Routot le mois dernier. « **Cette opération a bien marché. À la sortie, nous avons compté une cinquantaine d'élèves sur 230 environ** », explique Meggie Loynel, présidente de l'APE Arc-en-ciel de Routot. « **Nous avons aussi rencontré la sénatrice Nicole Duranton à la mairie de Routot. Elle a été très à l'écoute et les enseignants, malgré leur droit de réserve, ont pu exprimer leur ras-le-bol et leur grande souffrance. Nous avons eu l'impression de faire avancer les choses** », poursuit-elle, regrettant cependant un certain fatalisme de la part de nombreux parents.

En cette fin d'année scolaire, même si le mouvement de contestation semble s'essouffler un peu faute de participants, la colère, elle, ne faiblit pas et la vigilance reste de mise. Mais, préviennent les protagonistes, « **quand les informations seront données, il sera peut-être trop tard car trois mois c'est court !** » Il faudra donc attendre la rentrée de septembre pour être fixé.



Francis Courel, maire de Saint-Philbert et membre du Conseil départemental de l'Éducation nationale, a accueilli à la mairie les parents d'élèves et les enseignants. Craignant des sanctions, ces derniers n'ont pas souhaité figurer sur la photo.